

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
REGION DE FES-MEKNES

APPEL D'OFFRES OUVERT N° : 52/RFM/2017

**ETUDE D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DES DOUARS
AIT ALI, BENZOUINE, AIT TALEB 2, AIT HAMZA, AIT
YOUSSEF OU ALI DE LA CT IQADDAR, DOUAR AIT HASSI OU
ALI TIMALOUKA ET COOPERATIVE SIDI EL ALI DE LA CT
AIT BOURZOUINE
(PROVINCE D'EL HAJEB)**

**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
&
Bordereau des prix - détail estimatif**

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
REGION FES-MEKNES

MARCHE N°/ 2017
MODE DE PASSATION DU MARCHE

Le présent marché est passé par appel d'offres ouvert, sur offre de prix, en vertu des dispositions de l'alinéa 2 § 1 de l'article 16 et alinéa 3 § 3 de l'article 17 du Décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE

Monsieur : le Président de la région Fès-Meknès (désigné ci-après par le maitre d'ouvrage)

D'une part,

1. Cas d'une personne morale

M.qualité

Agissant au nom et pour le compte

de..... en vertu des pouvoirs qui lui
sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24

positions).....ouvert auprès

de.....

Désigné ci-après par le terme « BET ou bien IC».

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT

2. cas de personne physique

M.

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce deSous le n°

Patente n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions)..... ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « BET ou bien IC».

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

3. cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention

.....(les références de la convention)..... :

- **Membre 1 :**

M.qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions).....ouvert auprès de.....

- **Membre 2 :**

(Servir les renseignements le concernant)

-
-

- **Membre n :**

-
-
-

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant

M..... (prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions)..... ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « BET ou bien IC».

D'autre part

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'étude d'alimentation en eau potable de cinq (5) Douars de la CT IQADDAR et deux (02) douars de la CT AIT BOURZOUINE relevant de Province d'EL Hajeb, Région de Fès-Meknès

localité	Douars	Population	Situation actuelle d'AEP
IQADDAR	AIT ALI	626	Ressources locales
	BENZOUINE		
	AIT TALEB 2	850	
	AIT HAMZA		
	AIT YOUSSEF OU ALI		
AIT BOURZOUINE	AIT HASSI OU ALI TIMALOUKA	220	
	COOP SIDI EL ALI		

ARTICLE 2 : DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETUDE

Les études à la charge de l'IC comprennent les principales prestations suivantes :

- Analyse de la situation actuelle d'AEP ;
- Enquêtes socio-économiques ;
- Bilan Besoins - Ressources.
- Stations de pompage et de reprise ;
- Conduite d'adduction, réseau interne
- Réservoirs et bâches ;
- Divers (accès, ligne électrique, etc.)

Ces études seront réalisées en **3 missions**, définies ci-dessous.

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont celles énumérées ci-après :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ;
- Le bordereau des prix et détail estimatif ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO); approuvé par le Décret n° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002).
- Les cahiers des prescriptions communes (CPC) applicables aux études routières du Ministre des .T.P.

En cas de contradiction entre les pièces ci-dessus, les pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées.

ARTICLE 4 : PIECES POSTERIEURES Á LA CONCLUSION DU MARCHE

- 1 - Ordres de services
- 2 - Avenants éventuels
- 3 - Décision prévue au § 3 de l'article 36 du C.C.A.G E.M.O.

ARTICLE 5 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX ET PARTICULIERS

A/ TEXTES GENERAUX

- Le Décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.
- La loi organique 111-14 relative aux régions
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de services portant sur les prestations des études et de maîtrise d'œuvre (C.C.A.G.– E.M.O) passés au compte de l'état approuvé par le décret Royale n° 2-01– 2332 en date du 22 Rabia I 1423 (04 Juin 2002)
 - Le décret portant loi N° 2-09-441 du 17 moharrem 1431 (3 Janvier 2010) portant règlement de la comptabilité des collectivités locales et de leurs groupements.
- Les textes officiels portant réglementation de la main d'œuvre et les salaires et notamment le Décret Royal N° 2.73.685 du 12 Kaada 1395 (08/12/1973) portant revalorisation des salaires minima
- Le cahier des prescriptions des communes applicables aux travaux dépendant de l'administration du ministère des travaux publiques tel que ce cahier est défini par la circulaire T.P.C. n° 6019 du 12/03/66 et 05/09/66 et 07/06/72 respectivement.
- La circulaire n°4/59 S.G.G. du 12/ 02/ 59 et l'instruction 23/59 B.G.G. du 06/10/59 relative aux marchés des établissements publics et des collectivités locales et le circulaire n° 1/61/CAB/SGG du 30/01 /1961.
- Le Décret N° 2/86/99 du 14 Mars 1986 pour l'application de la loi n° 30.85 relative à la T.V.A.
- Arrêté du ministre des finances et de la privatisation n°617.04 du 9 Safar 1425 pris en application des dispositions du Décret N° 2-03-703 du 18 ramadan 1424 (13 novembre 2003) relatif aux délais de paiement et aux intérêts moratoires de marchés de l'Etat.
- La Loi n°112-13 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) relative au nantissement des marchés publics ;
- Le Décret n°2-16-344 du 22 juillet 2016 relatif aux délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques ;
- Arrête du Chef du gouvernement n°3-302-15 du 15 Safar 1437 (27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marches publics. BO n° 6422 DU 17/12/2015 ;
- Le Dahir N° 1-94-126 du 14 Ramadan 1414 (25 février 1994) portant promulgation de la loi 30-93 relative à l'exercice de la profession d'ingénieurs géomètres, topographes et instituant l'ordre national des ingénieurs géomètres topographes.
- Le Décret n° 2-98-984 du 04 Hijja 1419 (22 mars 1999) instituant pour la passation de certains marchés de service pour le compte de l'Etat, un système d'agrément des personnes physiques ou morales exécutant des prestations d'études et de maîtrise d'œuvre.
- Le Cahier des prescriptions communes (C.P.C) applicables aux travaux routiers courants du l'état et édité par lui, en vertu de l'arrêté n° 451.83 du 6/12/82.
- Arrêté du ministre de l'économie et de finances N°1874-13 du 9 Moharram 1435 (13 Novembre 2013) pris en application de l'article 160 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics arrêtant les modèles .
- Arrêté n° 1872-13 du 13/06/2013 relatif à la publication des documents dans le portail des marchés publics.
- Arrêté du ministre de l'intérieur n° 3573-13 du 10/12/2013 fixant les cahiers des clauses administratives générales applicables aux marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes.

- Arrêté du ministre de l'intérieur n° 3574-13 du 10/12/2013 fixant les cahiers des prescriptions communes applicables aux marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes.
 - Arrêté du ministre de l'intérieur n° 3575-13 du 10/12/2013 fixant les modalités de la composition des commissions d'appel d'offres ouvert, d'appel d'offres restreint ou avec présélection, ainsi que celle du jury de concours des régions, des préfectures, des provinces et des communes.
 - Arrêté du ministre de l'intérieur n° 3576-13 du 10/12/2013 fixant le nombre et la qualité des membres du comité de suivi des marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes.
 - Arrêté du ministre de l'intérieur n° 3610-13 du 10/12/2013 fixant les autorités habilitées à approuver les marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes.
 - Arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur n° 1041-99 du 16 rabii I 1420 (30/06/1999) étendant au ministère de l'intérieur les dispositions du décret n° 2-94-223 du 6 moharrem 1415 (16 juin 1994) instituant pour le compte du ministère des travaux publics, de la formation professionnelle et de la formation des cadres, un système de qualification et de classification des entreprises de Bâtiment et de travaux publics. B.O. n° 4732 du 07/10/1999.
 - Arrêté n° 3011-13 du 30/10/2013 portant application de l'article 156 du décret relatif aux marchés publics.
- Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de la signature du marché.

ARTICLE 6 : UTILISATION DES DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DIFFUSION DES RENSEIGNEMENTS

- 6-1** - Le Consultant, sauf consentement préalable donné par écrit du maître d'ouvrage, ne communiquera le marché, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications, ou informations fournies par le maître d'ouvrage en son nom et au sujet du marché, à aucune personne autre qu'une personne employée par le Consultant à l'exécution du marché. Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution ;
- 6-2** - Tout document, autre que le marché lui-même, demeurera la propriété du maître d'ouvrage et tous ses exemplaires seront renvoyés au maître d'ouvrage, sur sa demande après exécution des obligations contractuelles par le Consultant ;
- 6-3** - Tous les plans, dessins, spécifications, études, rapports, programmes informatiques et autres documents préparés par le Consultant au cours de l'exécution des prestations deviendront et demeureront la propriété du maître d'ouvrage. Le Consultant les remettra au maître d'ouvrage avant la résiliation ou la fin du marché avec l'inventaire détaillé correspondant. Le Consultant ne pourra les utiliser à des fins indépendantes du marché sans autorisation écrite préalable du maître d'ouvrage ;
- 6-4** - Les locaux, équipements et fournitures mis à la disposition du Consultant par le maître d'ouvrage seront la propriété du maître d'ouvrage et en porteront l'identification. A la résiliation ou à l'achèvement du marché, le Consultant remettra au maître d'ouvrage un inventaire de cet équipement et de ces fournitures et disposera de ces derniers conformément aux instructions du maître d'ouvrage ;
- 6-5** - Le marché et les textes auxquels il fait référence renferment toutes les dispositions et stipulations qui ont fait l'objet d'accord entre le Consultant et le maître d'ouvrage. Aucun agent ou représentant des parties ne détient d'autorité pour faire de déclaration, remplir de mandat, donner d'engagement ou d'accord qui ne soit pas défini dans le contrat, et les parties

en seront liées par telles déclarations, mandat, engagement ou accord et ne sauraient être retenues pour responsables.

ARTICLE 7 : DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après notification de son approbation par l'autorité compétente.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement d'exécution. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis. Les conditions de prolongation de ce délai sont celles prévues par l'article 153 du décret n°2-12-349 du 08 Joumada I, 1434 (20 Mars 2013).

ARTICLE 8 : CONNAISSANCE DES LIEUX

Le consultant atteste du fait de l'acte d'engagement qu'il connaît parfaitement les lieux où doivent se dérouler les prestations d'assistance pour le suivi, de contrôle des travaux de construction de pistes, objet du marché et qu'il a pu apprécier les difficultés qui résultent des conditions d'accès aux sites.

Le consultant ne pourra en aucun cas formuler des réclamations basées sur une connaissance insuffisante des lieux ou des conditions de réalisation de la mission objet du marché.

ARTICLE 9 : SOUS – TRAITANCE

Le consultant est libre de sous-traiter une partie de l'assistance technique et de son choix à condition que le sous-traitant soit agréé par le maître d'ouvrage avant le commencement de l'exécution du présent marché. Toutefois la sous-traitance ne peut porter sur la totalité du marché et que Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 158 du décret n°2-12-349 du 08 Joumada I, 1434 (20 Mars 2013).

Dans tous les cas, le maître d'ouvrage ne reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants dans l'exécution du marché.

ARTICLE 10 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Les droits de timbre et d'enregistrement du marché sont à la charge du Titulaire, en application de l'article l'Art. 6 du CCAG-EMO, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 11 : VALIDITÉ DU MARCHÉ

Le présent marché ne sera valable définitif et exécutoire qu'après approbation par l'autorité compétente. Ce qui est de même pour les avenants éventuels qui se rattachent au présent marché.

ARTICLE 12 : CAUTIONNEMENTS - RETENUE DE GARANTIE

- Le cautionnement provisoire est fixé à 3 000 DH (Trois mille DH).
- La caution définitive est fixée à 3% du montant initial du marché.
- Par dérogation de l'articles 13 du **CCAG-EMO**, il n'est pas prévu de retenue de garantie.
- Le cautionnement définitif reste affecté à la garantie des engagements contractuels du titulaire jusqu'à la réception définitive des prestations.

ARTICLE 13 : CARACTERE DES PRIX

En application de l'article 34 du CCAG-EMO, Les prix du marché comprennent le bénéfice

ainsi que tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

Dans le cas de marché passé avec un groupement conjoint, les prix afférents à chaque lot sont réputés comprendre outre, les dépenses et marges du titulaire pour l'exécution de ce lot, y compris éventuellement les charges qu'il peut être appelé à rembourser au mandataire ainsi que les dépenses relatives :

- Aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des autres membres du groupement et les conséquences de ces défaillances ;
- A toute autre sujétion induite par le fait de ce groupement conjoint.

ARTICLE 14 : REVISION DES PRIX DU MARCHE

Conformément à la disposition de l'article 12 du Décret N° 2-12-349 du 8 Joumada 1434 (20/03/2013) relatif aux marchés publics, les prix du présent marché **seront révisable**, la formule à appliquer sera la suivante :

$$P = Po [0.15+0.85 (ING/INGo)]$$

ING : Représentant l'index global ingénierie.

INGo : Représentant l'index global ingénierie à l'époque de base.

P : Montant hors taxe révisé de la prestation considérée.

Po : Montant initial hors taxe de cette même prestation.

L'époque de base correspond à la date de l'établissement des prix.

-Les valeurs des coefficients P/Po seront arrêtées à la quatrième décimale la plus voisine de la valeur exacte.

-Les valeurs index inclus dans la formule de révision des prix précités sont celles publiées mensuellement par le Ministère de l'Equipement.

-La date d'exigibilité des prix est celle de l'ouverture des plis.

ARTICLE 15 : ELECTION DE DOMICILE DU BET

Les notifications du maître d'ouvrage se rapportant à ce marché seront valablement faites au domicile élu ou au siège social du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le titulaire doit aviser le maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les 15 jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 16 : ASSURANCE

Le titulaire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de l'exécution du marché, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux stipulations de l'article 20 du CCAG – EMO.

ARTICLE 17 : REGLEMENT DE LITIGES

Conformément à l'article 55 du CCAG-EMO, tout litige entre le Maître d'Ouvrage et le prestataire est soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 18 : RESILIATION DU MARCHÉ

En cas de résiliation du présent marché, il sera fait application des dispositions prévues par l'article 33 du CCAG - EMO.

La résiliation du marché ne fait obstacle, ni à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée à l'encontre du BET en raison de ses fautes ou infractions, ni à son exclusion de toute participation aux marchés lancés par les Ministères, sans limitation de durée.

ARTICLE 19 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015), étant précisé que :

- 1- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du président de la région Fès-Meknès ;
- 2- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.
- 3- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.
- 4- Les paiements prévus au marché seront effectués par Le Trésorier régional de Fès seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.
- 5- Le maître d'ouvrage remet sans frais et contre récépissé au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 20 : MODIFICATION DU PROGRAMME DE L'OPERATION

Se référer à l'article 36 du C.C.A.G EMO approuvé par le décret N° 2-01-23 32 du 22 Rabie I 1423 (4 juin 2002).

ARTICLE 21 : SECRET PROFESSIONNEL

L'attributaire du marché d'études et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement sur les renseignements recueillis et documents portés à leur connaissance, à l'occasion de l'exécution du marché.

Sans autorisation préalable de l'Administration, ils ne peuvent communiquer à des tiers ces renseignements et documents. De plus, ils ne peuvent faire un usage préjudiciable à

l'Administration des renseignements qui leur sont fournis et des résultats d'examens, essais et recherches effectuées pour accomplir leur mission.

ARTICLE 22 : MAITRE D'ŒUVRE :

Pour le présent marché, le maître d'œuvre est L'AREP-FM avec l'assistance technique des services de l'ONEE-Branche eau.

ARTICLE 23 : DELAI D'EXECUTION

Le délai global d'exécution est de 05 (cinq) mois. Le délai d'exécution de chaque mission commencera à prendre effet le lendemain de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement de la mission.

Les délais d'exécution sont les suivants :

Désignation	Délais partiels
Mission I – Avant-projet sommaire	
- Remise du document provisoire par le prestataire	01 mois et 15 J
- Examen du dossier par le maitre d'ouvrage	15 J
- Remise du document définitif par le prestataire.	15 J
Mission II – ETABLISSEMENT DE L'AVANT-PROJET DETAILLE	
- Remise du document provisoire par le prestataire	01 mois
- Examen du dossier par le maitre d'ouvrage	15 J
- Remise du document définitif par le prestataire.	15 J
Mission III – DOSSIERS DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	
- Remise du document provisoire par le prestataire	01 mois
- Examen du dossier par le maitre d'ouvrage	15 J
- Remise du document définitif par le prestataire.	15 J

ARTICLE 24 : RECEPTION PROVISOIRE - RECEPTION DEFINITIVE - DELAI DE GARANTIE

L'achèvement de chaque mission sera sanctionné par une réception provisoire partielle. La réception provisoire du marché sera confondue avec la réception provisoire de la dernière mission.

Le marché ne prévoyant pas de délai garanti, la réception définitive sera prononcée simultanément avec la réception provisoire du marché.

ARTICLE 25 : RETENUE DE GARANTIE

Vu la nature des prestations, il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 26 : PENALITES DE RETARD

En cas de retard dans l'exécution des prestations, se traduisant par un dépassement du délai contractuel, les pénalités de retard seront appliquées sans mise en demeure préalable, sur confrontation de la date de la réception avec la date d'expiration du délai contractuel. Le montant de la pénalité par jour calendaire de retard est d'un millième (1/1000) du montant forfaitaire de la mission concernée et par jour calendaire de retard sur le délai global imparti à l'IC dans le cadre de la mission.

Le montant des pénalités est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant initial du marché.

ARTICLE 27 : MODALITE DE PAIEMENT

Les modalités de rémunération des études seront définies suivant le tableau ci-après :

N° de mission	mission	honoraires	Echéance
I	<i>Mission I : Avant-projet Sommaire (A.P.S)</i>	20 % du montant global du marché d'étude	<i>A l'approbation des dossiers définitifs par le maitre d'ouvrage</i>
II	<i>Mission II : Avant-projet Détaillé (A.P.D)</i>	50 % du montant global du marché d'étude	
III	<i>Mission III : Dossier de Consultation des entreprise (D.C.E)</i>	30 % du montant global du marché d'étude	

Les règlements seront effectués par décompte sur présentation en Sept (7) exemplaires de la facture mentionnant obligatoirement les références de marché dont l'originale sera annexée à la dernière facture de liquidation de la commande.

La facture devra mentionner le numéro d'identification délivrée par le service d'assiette et devra faire apparaître distinctement le montant hors taxes, le montant de la TVA ainsi que le montant total à payer qui sera arrêté en toutes lettres en fin de facture.

Elle devra être adressée à Monsieur le Président du Conseil Régional FES MEKNES.

ARTICLE 28 : DOMICILIATION DE PAIEMENTS

Le maitre d'ouvrage se libérera des sommes dues par lui au titre de la présente commande en
faisant donner crédit au compte ouvert chez la banque agence

.....au nom de

La domiciliation bancaire doit être portée sur les factures et comportée impérativement le relevé d'identité bancaire sur 24 chiffres.

Code banque Code ville N° du compte RIB

CHAPITRE II : SPECIFICATIONS TECHNIQUES :

ARTICLE 29 : DEFINITION ET CONSISTANCE DES MISSIONS

L'IC doit noter que pour les différentes prestations définies ci après, l'élaboration des documents d'étude devra tenir compte des différentes directives émises généralement par le maitre d'œuvre et traiter tous les aspects que cet organisme souhaite voir analyser dans ce genre d'étude.

Les prestations des missions définies ci-après **sont indicatives et nullement limitatives**. En effet, l'IC s'engage à exécuter les études selon les règles de l'art.

L'IC doit donner tous les renseignements et documents nécessaires à la compréhension et la justification des solutions proposées ; il est aussi tenu d'apporter à ses études et sans rémunération toutes les modifications qui seront jugées nécessaires pour leur approbation.

Les Missions objets de la présente étude sont :

- **MISSION I : Avant-Projet Sommaire (APS)**
- **MISSION II : Avant-Projet Détaillé (APD)**
- **MISSION III : Dossiers de Consultation des Entreprises (DCE)**

29.1. Mission I : Avant-Projet Sommaire (APS)

Dans le cadre de cette mission, l'IC effectuera les tâches principales suivantes :

- 1- Diagnostiquer et analyser la situation des systèmes d'AEP existants des douars objet de l'étude ;
- 2- Analyser le scénario d'AEP des populations de la zone du projet.
- 3- Proposer des solutions pour l'AEP des localités susceptible d'être alimentées à partir du même piquage.

Les prestations à la charge de l'IC sont les suivantes :

- Collecte des données générales de base sur la région de l'étude.
- Identification Des douars (avec leurs caractéristiques démographiques socioéconomiques, techniques et mode d'AEP).
- Inventaire des ressources en eau et installations dans la zone de l'étude / Descriptif de leurs caractéristiques techniques - Analyse des données d'exploitation et étude des bilans besoins ressources.
- Inventaire des ressources en eau dégagées non exploitées dans la zone et celles confirmées en débit et qualité. L'IC doit s'approcher des services centraux, régionaux et locaux de la Direction Générale de l'Hydraulique pour disposer de l'inventaire et des données complètes sur ces ressources.
- Descriptif et diagnostic technique des systèmes d'AEP existants (Équipements, Adductions, Réservoirs, Réseaux, ouvrages annexes, ...) et dégagement des possibilités de réhabilitation des installations existantes dans l'objectif de les intégrer aux futurs systèmes d'AEP. Recommandations d'expertises éventuelles à engager.
- Analyse de la situation actuelle d'AEP des douars.
- Situation actuelle d'assainissement – Analyse et commentaire.
- Étude démographique des douars.

- Étude des bilans besoins / ressources.
- Examen des possibilités des mélanges des eaux des ressources existantes ou à développer.
- Étude technique préliminaire (Volets Production et Distribution) du scénario d'AEP.
- Étude sur le terrain des tracés existants des conduites et de l'emplacement des ouvrages.
- Présentation sur carte 1/50000^e et proposition d'autres tracés.
- Analyse préliminaire en termes de population desservie, coût d'investissement, coût/hab et coût de développement du m³.
- Définition des tranches prioritaires.

Pour cette mission l'IC est tenu de présenter au maître d'ouvrage l'ensemble des éléments permettant d'apprécier les projets à réaliser pour l'AEP des douars.

Ainsi, l'IC doit détailler dans cette mission les volets suivants :

A. Données générales sur l'aire de l'étude

L'IC doit décrire l'ensemble des éléments qui caractérisent la zone d'étude, et son environnement :

- . Situation géographique, administrative, et délimitation de la zone d'étude....etc;
- . Historique : Les changements intervenus depuis moins de 10 ans, nouveau découpage, modification du rang administratif ou autre...;
- . Données physiques du site : Reliefs, géologie, hydrologie, hydrogéologie, climatologie...,
- . Données économiques : agriculture, élevage, industrie, mines, commerce, artisanat, tourisme etc...;
- . Infrastructures de base : voiries, assainissement, électricité, téléphone.
- . Données urbanistiques et démographiques.

B. Description des systèmes actuels d'AEP

Au titre de cette tâche, l'IC doit se rapprocher des services Provinciaux (Service Eau, DGH), service technique de la commune, ONEE-BO pour collecter l'ensemble des informations concernant les systèmes d'AEP existants (Plans, statistiques, fiches des ressources en eau, fiches techniques, mode de gestion, problèmes éventuels, droits d'eau...) et effectuera toutes les investigations nécessaires à l'inventaire et à la reconnaissance des installations existantes de production et de distribution d'eau potable dans la zone d'étude.

L'IC étudiera en particulier les points suivants :

- Production :

- ✓ Les ressources exploitées : caractéristiques des captages (coordonnées, N°IRE, droit d'eau, état, débits théoriques initiaux, débits exploités, débits équipés et débits d'exploitation, qualité de l'eau...), sur la base des fiches techniques à joindre au dossier ;
- ✓ Les ressources existantes et non exploitées : caractéristiques des captages (coordonnées, N°IRE, débit d'exploitation, qualité de l'eau...) ;
- ✓ Les caractéristiques et l'état des stations de pompage : (marques des équipements, type, âge, point de fonctionnement (Q, HMT), puissance, rendement, état, anomalies,...) ;
- ✓ Les caractéristiques et l'état des conduites d'adduction (longueur, diamètre, classe, matériaux, année de pose). aussi, l'IC examinera les tracés des conduites existantes et critiquera ce tracé.

- Distribution :

- ✓ Les ouvrages de stockage (situation, nature, capacité, état, caractéristiques, ...);
- ✓ Les ouvrages de Génie civil : Décrire l'état et identifier les ouvrages à expertiser par un laboratoire agréé. La décision d'expertise revient au maître d'ouvrage, La non réalisation de cette action ne peut en aucun cas représenter un motif d'arrêt par l'IC de l'étude.
- ✓ Travaux topographiques : identifier les levés topographiques nécessaires à réaliser pour les sites des ouvrages existants ou projetés (stations de pompage, réservoirs de mise en charge, réservoirs de stockage d'arrivée, etc.), ne disposant pas de plans cotés.
- ✓ Equipements hydrauliques et électromécaniques : identifier de manière précise les travaux à entreprendre pour leur remise à niveau.
- ✓ Systèmes de comptage (micro et macro-comptage).
- ✓ Régulation.
- ✓ Les caractéristiques du réseaux principal et secondaire de distribution (longueur, diamètre, classe, matériaux, âge, équipements, état, tracé, interventions etc...)
- ✓ Etablissement des schémas synoptiques des systèmes actuels d'AEP (schématisation des différents ouvrages, côtes, longueurs, caractéristiques, etc.).

C. Données générales :

L'IC est tenu d'effectuer des enquêtes approfondies sur les lieux du projet et de s'approcher des populations, des services ONEE-BO concernés, des autorités locales (administrations, ONEE, ORMVA, DRH, DPE, communes, services de santé...) pour arrêter :

- ✓ La liste exhaustive des douars , sous douars et agglomérations de la population (à préciser) existants dans l'aire de l'étude (s'assurer de leurs noms exacts en associant systématiquement les agents compétents, l'autorité locale) avec une description exhaustive (par douar) de leurs structures, typologie de l'habitat, infrastructures de base existantes (Accès, électricités, voirie, assainissement, école...etc.
- ✓ Nombre de ménages et la population des douars (résultat du recensement officiel et des enquêtes IC -Comparaison et commentaire).
- ✓ Activités, niveau social et économique des habitants.
- ✓ Coordonnées approchées (X,Y) des douars et leur délimitation géographique approximative sur carte 1/50000, avec report de leurs noms exacts, du nombre d'habitants, des systèmes d'AEP existants et des ressources, exploitées ou dégagées.
- ✓ Les données socio-économiques seront renseignées sur des fiches enquêtes et dans un état récapitulatif.
- ✓ Les projets éventuellement programmés dans la zone par l'ONEE-BO, la DRH, la commune ou autre.
- ✓ Etude démographique des douars
- ✓ Espérance de la population et des pouvoirs locaux vis à vis de la nécessité d'améliorer les conditions d'AEP (en précisant les raisons)
- ✓ L'inventaire exhaustif des ressources utilisées par la population de chaque localité (souterraines et superficielles) leur situation par rapport au douar avec un descriptif des systèmes d'AEP existants (avec schémas illustratifs sur carte) et un aperçu sur la qualité et la pérennité de chaque ressource dans les horizons de l'étude (avec un commentaire concret sur les potentialités hydrogéologiques de la zone).

Les ressources en eau affectées à l'eau potable doivent faire l'objet d'un recensement aussi complet que possible, comprenant en particulier les points suivants :

- Collecte des données relatives à toutes les ressources en eau mobilisées et mobilisables superficielles et souterraines, affectées à l'alimentation en eau potable de la zone d'étude. Le maître d'œuvre fournira à l'IC tous les éléments disponibles.
- Analyse détaillée des ressources existantes aussi bien souterraines que superficielles, sur les plans quantitatif et qualitatif.

D. Etude des besoins en eau :

Se conformer au guide pratique du DEP (Direction de Généralisation de l'Alimentation en eau potable de l'ONEP) Edition Octobre 2006

E. Bilan besoins-ressources

Une comparaison entre la ressource et les besoins en eau des centres et localités desservis et à desservir est nécessaire afin de déterminer la date de saturation.

F. Diagnostic et analyse de la situation existante :

Dans le cadre de cette tâche, l'IC fera une analyse critique des systèmes actuels d'alimentation en eau potable des douars objet de l'étude aussi bien de la production que de la distribution en tenant compte des besoins globaux.

Dans cette partie, l'IC fera les calculs hydrauliques nécessaires du système adducteur existant (vérification de la capacité de transit des conduites en vue de déceler les insuffisances du système de production actuel). L'IC proposera les mesures à prendre dans l'immédiat pour améliorer les conditions actuelles de fonctionnement et estimer le coût de ce programme de réhabilitation.

L'IC procédera à la vérification et au dimensionnement de l'ensemble des équipements hydrauliques (ventouse, vidange ...) et ce pour améliorer le fonctionnement du système.

L'IC examinera d'une manière précise la qualité d'eau des ressources exploitées et celles à équiper en proposant le système de traitement adéquat.

N.B : Les mesures de pression et de débit nécessaires au diagnostic du système actuel, seront réalisées par l'IC, en collaboration avec le maître d'œuvre.

G. Mode desserte :

Pour l'étude de ce projet, le mode de desserte sera comme suit : AEP par BI

H. Inventaire des scénarios possibles d'AEP :

L'IC doit donner tous les scénarios possibles pour la desserte des douars identifiés, selon les débits disponibles sur les installations existantes.

I. Etude technique préliminaire de chaque scénario :

L'IC doit effectuer une étude technique préliminaire (production et distribution) de chaque scénario pour l'AEP des douars. Étude sur le terrain des tracés des conduites et de l'emplacement des ouvrages. Présentation sur carte 1/50000.

Aussi l'IC procédera à une analyse de chaque scénario en terme de population desservie, coût d'investissement, coût /hab. et coût d'exploitation et d'investissement.

Et à la fin, l'IC recommandera la meilleure solution à retenir pour l'AEP des douars objet de l'étude .

J. Modes de gestion des installations :

L'IC est appelé à étudier les différents modes de gestion des réseaux et des abonnés à envisager dans la zone d'étude. Il doit proposer les modes de gestion adéquats (par ONEE-BO, par association, par micro-entreprise) pour un ensemble de douars ou pour douar isolé et doit faire une comparaison technico-économique de ces variantes et des combinaisons possibles en chiffrant les moyens humains et matériels à mettre en place pour une meilleure gestion de ces installations.

Après la collecte des informations disponibles, Le BET fournira au maitre d'œuvre les besoins en fonds topographiques à réaliser pour la partie production et la partie distribution en fonction des dénivelées minimale et maximale dans chaque douar, ceux-ci seront effectués à la charge de maitre d'œuvre.

K. Diagnostic de la situation actuelle en assainissement :

Au titre de cette mission, Le BET procédera à une enquête approfondie sur le terrain, auprès des autorités centrales ou locales et organismes concernés (municipalité, commune), à la collecte des données et de toutes informations nécessaires, et à leur mise en forme de façon qu'elles soient directement utilisables.

Le BET procédera :

- A la collecte et à l'analyse de toutes les données disponibles en assainissement des localités (documentations, plans, dossiers d'études existantes ou projetées, etc.)
- A l'identification des impacts sur le milieu naturel, les ressources en eau et les conditions sanitaires de la population,
- A l'intérêt et volonté des responsables communaux d'améliorer la situation sanitaire de la population.

Ces enquêtes devront aboutir à un bilan de l'état et du fonctionnement des infrastructures existantes, à l'identification des insuffisances actuelles et au recensement des moyens d'exploitation.

A l'issue de cette mission Le BET remettra au maitre d'œuvre les documents suivants :

- Une note technique qui comprend l'ensemble des caractéristiques et des justificatifs du projet tel que indiqué ci-haut (y compris album photos).
- Un rapport de synthèse donnant un aperçu sur:
 - * la zone concernée par l'étude.
 - * les paramètres de planification.
 - * les caractéristiques techniques du projet.
 - * le coût du projet.
 - * les coûts d'investissement par habitant.
 - * le prix de revient du m3 d'eau.
 - * Une note de calcul.
- Un ensemble de plans :
 - * Plans de principe des installations projetées pour la production et la distribution
 - * Profils en long et tracés en plan des conduites
 - * Ligne piézométrique
 - * Plan d'occupation du sol aux horizons d'étude
 - * Plan de délimitation des zones nodales
 - * Plan des détails aux nœuds
 - * Plan du réseau projeté aux horizons de calcul (ech 1/2000 au 1/5000)

- * Plans type
- * Autres plans nécessaires à la compréhension du dossier
 - Une fiche technique selon modèle fournit par le maître d'œuvre.
 - Les plans existants et projetés saisis sur un support informatique (AUTO CAD).

Le BET vérifiera les plans existants à travers des visites sur terrain, et le cas échéant, il doit les compléter et modifier selon les informations relevées.

A défaut de la disponibilité d'un plan, Le BET doit établir au cours de sa visite dans Les douars un croquis à main levée qui reprend plus ou moins la disposition de la voirie, la localisation des habitations, zones habitées et autres informations complémentaires.

29.2. Mission II : Avant-projet détaillé (APD)

Le but de l'avant-projet détaillé est de préparer les justifications et les descriptions détaillées des travaux sur la base du précédent dossier et d'en donner un devis détaillé.

Le dossier d'avant-projet détaillé comprendra trois parties :

- A- La description du contexte des douars,
- B- La justification et la description des travaux par composante,
- C- L'établissement du bordereau et du devis quantitatif et estimatif

Lors de cette mission Le BET procédera à l'étude détaillée des installations principales selon la variante retenue au terme de la mission I (APS).

Cette étude détaillée concernera : Conduite d'adduction, stations de pompage et de reprise, réseau de distribution, réservoirs de stockage, ouvrages annexes, brises charges ...

Une évaluation économique et financière détaillée du projet sera effectuée selon les scénarios possibles.

PARTIE A : PRODUCTION

L'APD production doit être mené de la façon suivante :

a. Avant-projet détaillé des stations de pompage et de reprise :

Dans le cadre de l'étude d'APD des stations de pompage, le BET étudiera les problèmes hydrauliques liés à l'installation et l'exploitation des stations existantes ou projetées :

- 1- Dimensionnement économique des différents ouvrages et équipements hydrauliques en cherchant dans la mesure du possible, la standardisation du matériel.
- 2- Choix des groupes de pompage et détermination de leurs caractéristiques techniques et hydrauliques en fonction des débits.
- 3- Etude des points de fonctionnement des pompes dans les différents cas de figure (fonctionnement d'une seule pompe (ou station), de plusieurs pompes (ou stations) en parallèle).
- 4- Etude des phénomènes transitoires et protection contre le coup de bélier.

- 5- Définition de l'alimentation en énergie électrique, des équipements électriques et des postes de transformation en indiquant le mode d'emplacement de ces postes "poteau, cabine".
- 6- Etude du système de démarrage et de protection.
- 7- Etude de système de comptage.
- 8- Etablissement de tous les plans nécessaires à la bonne compréhension des installations et de leur fonctionnement.
- 9- Aménagement des abords.
- 10- Etude du système de régulation.
- 11- Etude critique de tous les équipements hydrauliques (ventouse, vidange,)
- 12- Etude du régime transitoire
- 13- Clôture des stations de pompage.
- 14- Implantation des logements du personnel.
- 15- Estimation des coûts des stations de pompage.
- 16- Etude du Génie Civil de la station : l'aspect architectural sera soigné

Cette liste est bien entendu indicative et nullement limitative. Sa seule prétention est d'indiquer à le BET l'esprit dans lequel devront être menées les études d'Avant-Projet Détaillé des stations de pompage.

b. Avant-projet détaillé (APD) des conduites d'adduction :

b.1. Choix du meilleur tracé, diamètre et de la nature des conduites :

A débit donné, le dimensionnement de la canalisation, sa nature et son tracé doivent faire l'objet d'une étude économique tenant compte de tous les facteurs tels que: pertes de charge diverses, dénivellation, piquetages éventuels, souplesse de fonctionnement, régulation et télétransmission, points hauts, points bas, classe de la conduite etc. ... **et surtout de la nature du terrain.**

b.2. L'aspect technique :

Le BET examinera les cas les plus défavorables du coup de bélier dans la canalisation. Les enveloppes des dépressions et des surpressions seront reportées sur la ligne piézométrique.

Le BET déterminera et dimensionnera l'appareillage nécessaire pour limiter ces valeurs aux chiffres admissibles.

b.3. Régulation :

Le BET étudiera le mode de régulation adéquat des adductions. Une attention particulière devra être accordée.

b.4. Etude de l'appareillage hydraulique et des ouvrages spéciaux :

Le BET étudiera les appareillages de protection (ventouses, clapets, soupapes), de sectionnement, de vidange et de comptage, il étudiera leur nombre, leur position, leur dimensionnement ainsi que leurs caractéristiques techniques.

Afin d'éviter que des tronçons des conduites supportent des pressions exagérées, l'utilisation des brises-charges pourra s'imposer. Dans ce cas, une étude plus détaillée devra être menée à ce propos.

Le mode d'arrivée aux réservoirs projetés ou existants doit être étudié ainsi que les détails de raccordement.

b.5. Franchissement des obstacles :

Le BET étudiera le mode de franchissement des obstacles (routes, oueds, chaâbas, canaux, ponts, seguias, etc...).

Le BET devra étudier les ouvrages de franchissement de ces obstacles avec les Maîtres d'Ouvrage concernés et proposer la solution retenue au maître d'œuvre.

Après accord de maître d'œuvre sur le principe, Le BET effectuera une étude détaillée du génie civil des ouvrages de franchissement.

b.6. Protection contre la corrosion des canalisations et pièces spéciales

Les principaux facteurs de la corrosion sont :

- * La qualité de l'eau transitée
- * La qualité du sol d'enterrement
- * Les courants vagabonds.

Le BET devra étudier tous les aspects de ces phénomènes et proposer au maître d'œuvre la protection nécessaire à adopter.

b.7. Raccordement de l'adduction aux différents ouvrages.

b.8. Regards pour les ventouses et les vidanges avec détail du Génie Civil.

b.9. Repérage et ancrage de la conduite.

b.10. Le mode de désinfection de la conduite.

Le BET étudiera la nature du produit désinfectant, sa quantité et la durée de désinfection dans la conduite suivant le temps de contact nécessaire et le taux résiduel du désinfectant.

N.B. : Le BET doit étudier tous les problèmes liés à l'installation et à l'exploitation des équipements et au Génie-Civil de ces ouvrages :

- 1- Génie-civil : l'aspect architectural sera soigné ;
- 2- Implantation des ouvrages (côte radié et trop-plein) ;
- 3- Points de fonctionnement des pompes ;
- 4- Caractéristiques des pompes ;
- 5- Phénomène transitoire du coup de bélier ;
- 6- Equipements hydrauliques et annexes du château d'eau et de la station de reprise ;
- 7- Alimentation en énergie électrique (haute tension, basse tension) ;
- 8- Protection et régulation.

c. Avant-projet détaillé des réservoirs

Les études d'APD des réservoirs doivent être menées de façon à préciser leur emplacement, nature, leur dimensionnement (étanchéité, etc...) leur capacité d'une façon optimale, les niveaux du radier et du trop-plein, la nature du terrain, équipement hydraulique, comptage, etc....

Partie B : DISTRIBUTION

Dans le cadre de l'APD des ouvrages de distribution (réseaux de distribution, branchements individuels), Le BET étudiera en détail tous les aspects technico-économiques pour un bon dimensionnement de ces ouvrages.

Les études doivent être menées de façon à définir pour chaque douar :

- La décomposition du réseau en plusieurs étages ;
- La sectorisation du réseau ;
- La répartition nodale des débits ;
- L'équilibrage du réseau ;
- La détermination des diamètres des conduites ;
- La détermination des pressions aux nœuds et des PN des conduites avec les justifications requises pour un éventuel détimbrage ;
- Le raccordement entre les différents ouvrages ;
- Les regards pour les vannes de sectionnement, les ventouses et les vidanges avec détail de génie-civil,
- Le repérage et ancrage des conduites ;
- La désinfection des conduites : Le BET étudiera la nature du produit désinfectant, sa quantité et la durée de désinfection dans la conduite suivant la durée du contact nécessaire et le taux résiduel du désinfectant ;
- L'estimation du coût des conduites.

Il est à préciser que le réseau projeté doit se conformer à l'état des lieux du terrain pour permettre la desserte globale des douars existants tout en tenant compte des projections futurs d'urbanisme (des croquis à établir en absence de plans).

L'IC doit étudier tous les problèmes liés à l'installation et à l'exploitation des équipements et au Génie-Civil de ces ouvrages.

A la fin de la mission II, l'IC établira un dossier qui constituera le document général de l'APD, ce document englobera toutes les études d'APD. Le document comprendra à titre indicatif et nullement limitatif :

a. Pièces écrites :

- * Mémoire explicatif et justificatif.
- * Note de calcul des ouvrages.
- * Caractéristiques des ouvrages et des équipements.
- * Conditions générales d'exploitation.
- * Estimation détaillée des ouvrages et des équipements.
- * Détermination du coût du mètre cube consolidé à la production tenant compte du système d'AEP existant et projeté.
- * Planning de réalisation du projet.
- * Note de synthèse.
- * Une fiche technique
- * etc...

b. Pièces dessinées :

- * Plans de situation.
- * Schémas hydrauliques.
- * Profil en long, tracé en plan et ligne piézométrique.
- * Plans d'ensemble des ouvrages et d'implantation.
- * Plan du réseau projeté.
- * Carnet du détail des nœuds.
- * Courbes.
- * Occupation du sol – répartition spatiale de la population
- * Les CD-ROM renfermant les différents documents ci avant.
- * etc...

Toutes les pièces doivent être également fournies sur support magnétique.

29.3. Mission III : Dossiers De Consultation Des Entreprises (DCE)

Etablissement des dossiers de consultation des entreprises relatifs au projet étudié lors des missions I et II.

Dans le cadre de cette mission, Le BET aura à sa charge l'étude et l'établissement des dossiers d'Appel d'Offres pour la réalisation des travaux résultant de la mission II et selon le nombre de lots arrêté en commun accord avec le maître d'œuvre.

Ces lots seront établis en une ou deux tranches de travaux, et peuvent de ce fait être scindés en sous lots.

La constitution des dossiers est la suivante :

Pour le lot Conduites :

- Pièces écrites incluant le CPS, le bordereau des prix formant détail estimatif, la définition des prix et l'estimation confidentielle.
- **1 Tracé en plan à l'échelle 10.000^e** de l'ensemble du projet avec implantation des différents ouvrages et équipements projetés et leurs caractéristiques : Bâches, Réservoirs, RMC, BC (Volume, TN, TP et CR), Stations de pompage et de reprise (TN, Débit, HMT), caractéristiques des tronçons de conduites projetées (Matériau, Longueur, Diamètre nominal, Pression caractéristique, piquet de début, piquet fin).
- **Profils en long (H=1/100^e , L= 1/10.000^e) avec lignes piézométriques** des différents tronçons de conduites projetées (conduites de refoulement, Antennes de desserte)
- **Carnet des nœuds.**
- **Plans type** pour l'exécution des ouvrages de ventouses, de vidange, de réducteur de pression, de brises charges, des traversées des obstacles (Oueds, Chaâbas, Routes, pistes) ; ...

N-B : L'IC fournira dans le cadre du lot conduites 1 CD Rom, par dossier, renfermant , en plus des plans ci-dessus, les profils des conduites projetées (H= 1/100^e L=1/1000^e) et leurs tracés à l'échelle 1/1000^e avec calage des conduites et implantation des ventouses et des vidanges, les départs principaux et secondaires vers les douars concernés,...

Pour le lot réseau interne + branchements :

- Pièces écrites incluant le CPS, le bordereau des prix formant détail estimatif, la définition des prix et l'estimation confidentielle.
- **1 Tracé en plan à l'échelle 10.000^e** de l'ensemble du projet avec implantation des différents ouvrages et équipements projetés et leurs caractéristiques
- **Profils en long (H=1/100^e , L= 1/10.000^e) avec lignes piézométriques** des différents tronçons de conduites projetées
- **Carnet des nœuds.**
- **Plans types**
- Guide technique de branchement

Pour le lot Génie Civil :

- Pièces écrites incluant le CPS, le bordereau des prix formant détail estimatif, la définition des prix et l'estimation confidentielle.
- **Plans d'ensemble et d'implantation** des différents ouvrages de GC concernés par le lot.

Pour le lot Equipement :

- Pièces écrites incluant le CPS, le bordereau des prix formant détail estimatif, la définition des prix et l'estimation confidentielle.
- **Profils en long réduits avec lignes piézométriques** des conduites de refoulement.
- **Plans d'ensemble et d'implantation** des différents ouvrages et équipements concernés par ce lot.

La liste ci-dessus des plans est indicative et nullement limitative. Dans tous les cas Le BET fournira tous les plans, coupes et détails nécessaires à une bonne compréhension et appréciation des travaux demandés.

ARTICLE 30 : NOMBRE D'EXEMPLAIRES DES DOSSIERS :

Pour chaque mission, à la date prévue, Le BET remettra au maître d'œuvre, pour examen quatre (04) exemplaires des dossiers provisoires :

- Mission I : Dix (10) exemplaires dont quatre (04) provisoires ;
- Mission II : Dix (10) exemplaires dont quatre (04) provisoires.
- Mission III : Vingt (20) exemplaires dont quatre (04) provisoires
- Estimation : Deux (02) exemplaires de chaque lot ou sous lot.

Le maître d'ouvrage peut demander des exemplaires supplémentaires. Ceux-ci seront payés à l'IC sur la base du bordereau des prix unitaires.

ARTICLE 31: CONSERVATION DES DOCUMENTS :

L'ingénieur Conseil conservera dans ses archives une collection complète des plans et des documents qu'il aura établis ainsi que les contre calques correspondants pendant une durée de dix (10) ans à compter de la date de la réception provisoire du marché.

ARTICLE 32 : Bordereau des prix - détail estimatif

A/ BORDEREAU DU PRIX GLOBAL

N° de prix	Désignation de la prestation	Prix forfaitaires H. T. (DH)
1	Etude d'alimentation en eau potable des douars AIT ALI, BENZOUINE, AIT TALEB 2, AIT HAMZA, AIT YOUSSEF OU ALI de la CT IQADDAR et DOUAR AIT HASSI OU ALI TIMALOUKA et coopérative SIDI EL ALI de la CT AIT BOURZOUINE (province d'EL HAJEB)	
Total H.T (DH)		
T.V.A 20% (DH)		
Total T.T.C (DH)		

Fait àle

(Signature et cachet du concurrent)

B/ DECOMPOSITION DU MONTANT GLOBAL

OBJET DU MARCHÉ : Etude d'alimentation en eau potable des douars AIT ALI, BENZOUINE, AIT TALEB 2, AIT HAMZA, AIT YOUSSEF OU ALI de la CT IQADDAR et DOUAR AIT HASSI OU ALI TIMALOUKA et coopérative SIDI EL ALI de la CT AIT BOURZOUINE (province d'EL HAJEB)

N° Prix	DESIGNATION DES PRESTATIONS	UTE	QTE	P.U « H.T » EN DHS	TOTAL « H.T » EN DHS
I	Mission I : Avant-projet Sommaire (A.P.S) (20 %) Le forfait	F	1		
II	Mission II : Avant-projet Détaillé (A.P.D) (50 %) Le forfait	F	1		
III	Mission III : Dossier de Consultation des entreprise (D.C.E) (30 %) Le forfait :	F	1		
Total T.V.A					
T.V.A 20%					
Total T.T.C					

Fait àle

(Signature et cachet du concurrent)

Marché passé par appel d'offres ouvert, sur offre de prix, en vertu des dispositions de l'alinéa 2 § 1 de l'article 16 et alinéa 3 § 3 de l'article 17 du Décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Montant du marché

* En chiffre.....

* En toutes Lettres

- 26 -